

gnes de guerre que l'Etat gardera jusqu'à la fin des hostilités. Les employés ne sont pas satisfaits de voir qu'on garde jusqu'à la fin de l'année le reçu relatif à ces déductions; ils réclament un certificat hebdomadaire ou mensuel. Ils pourraient accumuler ces papiers comme on accumule les certificats d'épargne de guerre. Le Gouvernement répondra sans doute que cela ressemble à un fonds de retraite. Mais l'épargne obligatoire n'est pas la même chose qu'un fonds de retraite. La caisse de retraite est un vieux moyen d'amener les gens à économiser pour eux-mêmes, c'est un contrat entre l'Etat ou peut-être un organisme, d'une part, et l'employé de l'autre, et les deux parties le comprennent parfaitement. J'espère que le ministre songera à modifier le reçu ou certificat remis au sujet de ces déductions.

J'en arrive aux dépenses qui ont absorbé une si grande partie de notre temps cet après-midi. Elles se divisent en deux catégories, les dépenses ordinaires et les dépenses de guerre. J'espère que mes remarques à cet égard paraîtront pratiques.

Il faut que nous acquittions le service de la dette nationale, payant les frais de lancement des emprunts. Nous sommes forcés de compenser les provinces du fait que nous envahissons leur domaine fiscal. Mais nous pouvons et devons réduire nos dépenses ordinaires. On trouve un autre champ d'action pour la réduction de nos dépenses ordinaires dans nos mesures de bienfaisance, les projets de secours et les entreprises de travaux publics, la réduction des emblavures et les opérations de la commission du blé et autres entreprises de l'Etat telles que les ports et les chemins de fer. Plusieurs de ces entreprises accuseront des bénéfices au lieu de déficits et pourront contribuer à remplir les coffres du Trésor; certes, elles devraient exiger beaucoup moins que dans le passé et il faut que tous les honorables députés scrutent leurs dépenses s'ils veulent s'acquitter de leur devoir à cet égard. Chaque dollar épargné est un dollar gagné et doit servir à accroître notre effort de guerre.

L'autre domaine de dépenses, celui des dépenses de guerre, ne reçoit pas des membres de la Chambre l'attention que réclame la dépense de vastes sommes. Toutes les critiques semblent malheureusement entachées de politique et cela nullifie toute bonne intention que les honorables députés peuvent avoir en formulant leurs critiques. Les honorables députés se rappelleront que le premier ministre nous a donné cette mesure législative pour que les simples députés puissent avoir l'occasion de servir leur pays. Le ministre des Munitions et approvisionnements (M. Howe) a dit en plusieurs occasions qu'il accueillait

avec joie le comité, que cet organisme pouvait lui rendre des services et pouvait faire une revue des dépenses, mais nous savons qu'en ce qui concerne l'accomplissement de la tâche que son nom implique il a subi un échec. Le manque de représentation des groupes minoritaires, le secret imposé aux travaux du comité, sont des questions que je ne développerai pas maintenant, car je sais que je violerais le Règlement, le *Feuilleton* annonçant qu'on les discutera dans une couple de jours. Mais ces choses ont toutes imposé des restrictions à l'accomplissement efficace de notre tâche. Ces dépenses intéressent tous les membres de la Chambre. Dix pour cent des membres de la Chambre ne suffisent pas pour assumer la responsabilité de vérifier 75 p. 100 des dépenses du Canada. Durant plusieurs années, la Chambre des communes s'est consacrée à examiner des crédits s'élevant à 500 millions de dollars. J'ai vu autrefois tous les membres de la Chambre siéger durant plusieurs mois pour examiner les crédits. Et voici qu'on nous demande de confier à dix pour cent des députés le soin d'examiner des dépenses huit fois plus considérables et de nous faire rapport. Cela manque absolument d'équilibre. Voilà ce qui prouve manifestement qu'on ne s'efforce pas d'utiliser d'une façon ordonnée les services des membres de cette Chambre. J'affirme aux députés amis du Gouvernement que la futilité des services qu'ils rendent au pays en cette période grave est déplorable. Dans les luttes électorales, on dit vulgairement que les députés qui appuient le Gouvernement sont des machines à voter. J'hésite à qualifier ainsi la Chambre en cette période grave que nous traversons, mais je voudrais voir les députés s'arrêter un instant pour faire un examen de conscience et se demander s'ils font bien tout ce qui leur est humainement possible pour contribuer à l'effort de guerre du Canada. Je prétends que l'on devrait faire une réorganisation complète du contrôle des dépenses de guerre. Je n'en dirai pas davantage là-dessus en attendant l'institution du comité.

Je parlerai maintenant des emprunts. Le succès qui a couronné notre emprunt de la victoire est une chose dont notre nation peut s'enorgueillir. J'ai pensé, à l'époque de cet emprunt, et je pense encore que nous n'avions pas demandé assez d'argent. Il y a deux ans, notre revenu national s'élevait à quatre milliards et demi et nous avons fait souscrire un milliard; s'il est aujourd'hui de cinq milliards et demi, nous devrions faire souscrire plus qu'un milliard. Si notre revenu national doit être cette année de sept milliards, nous sommes loin du compte en ne tentant de faire souscrire qu'un milliard. Je suis d'avis que nous devrions songer à prélever une plus forte